

A quelques jours de la COP26, des institutions religieuses annoncent un désinvestissement historique des énergies fossiles

72 institutions religieuses de 6 continents, représentant plus de 4,2 milliards de dollars d'actifs sous gestion, annoncent leur désinvestissement des énergies fossiles. C'est la première année qu'autant d'organisations religieuses décident de ne plus soutenir les entreprises qui exploitent le charbon, le pétrole et le gaz, combustibles qui sont à l'origine de 80% des émissions mondiales de CO₂.

Cette annonce de désinvestissement émane d'institutions religieuses d'Australie, d'Irlande, d'Italie, du Kenya, du Népal, du Pérou, d'Ukraine, du Royaume-Uni, des États-Unis et de Zambie. [La liste complète est visible ici.](#)

Elle fait suite à [l'appel lancé en vue de la COP26 par le Pape François et d'autres chefs religieux](#) aux gouvernements mondiaux pour qu'ils s'attaquent de manière « urgente, radicale et responsable » à la « crise écologique sans précédent ». « Nous devons nous abstenir économiquement de toute activité nuisible à la planète et nuisible aux personnes. Écoutons donc l'invitation du Pape François à désinvestir des combustibles fossiles et à protéger notre maison commune », a déclaré le Père Joshtrom Isaac Kureethadam, responsable du Bureau de l'écologie et de la création du Vatican (dicastère au développement humain intégral), [dans une vidéo en mai 2021.](#)

Ce désinvestissement historique résulte également d'une mobilisation croissante d'organisations confessionnelles en faveur de l'arrêt immédiat de tout financement des énergies fossiles. Cet appel vient d'être formulé pour la première fois aussi clairement par la [déclaration du Conseil d'Eglises chrétiennes en France*](#) : « ne soutenir ni ne subventionner aucun nouveau projet d'extraction d'énergies fossiles ».

Ce mouvement a connu une croissance exponentielle ces dernières années. Au total, plus de 1 485 institutions, dont les actifs combinés s'élèvent à plus de 39 000 milliards de dollars, ont pris une forme d'engagement de désinvestissement, alors que ceux-ci s'élevaient à seulement 50 milliards de dollars en 2014. Les institutions religieuses ont été à l'avant-garde, représentant plus de 35 % du total des engagements.

Le Secours Catholique-Caritas France, reconnu d'utilité publique depuis 1962, [s'est engagé à désinvestir le 22/04/2018.](#) Depuis, l'association a modifié ses investissements pour les concentrer sur l'économie sociale et solidaire (ESS). Elle fait partie des 165 membres de la confédération Caritas Internationalis qui avait également annoncé, en 2018, sa décision de désinvestir des énergies fossiles.

Pour Jean Merckaert, directeur Action Plaidoyer France Europe au Secours Catholique-Caritas France : « la nécessaire sortie des énergies fossiles doit s'accompagner d'une transition des pays dépendants des revenus du gaz, du pétrole ou du charbon. Pour les consommateurs, cette transition doit être juste socialement avec notamment des mesures pour offrir des alternatives en matière de chauffage, de mobilité, etc. qui soient accessibles à tous ».

Créé en 2015, le Mouvement Laudato Si' est composé de plus de 800 organisations catholiques et de milliers d'animateurs Laudato Si' à travers le monde. Il coordonne [la liste mondiale des organisations catholiques](#) ayant décidé de désinvestir et publie [plusieurs annonces annuelles](#) sur les nouveaux engagements.

Laura Morosini, responsable des programmes en France pour le Mouvement Laudato Si' a déclaré : « Notre mouvement appelle tous les catholiques, individuellement et collectivement, à désinvestir également. Alors que les catastrophes s'amplifient, que les scientifiques nous alertent sur l'urgence d'agir pour respecter l'Accord de Paris, désinvestir des énergies fossiles est désormais un impératif moral ».

*cosignée par Monseigneur Éric de Moulins-Beaufort Conférence des évêques de France Le pasteur François Clavairolé Fédération protestante de France Le métropolite Dimitrios Assemblée des évêques orthodoxes de France.

Contacts : **Mouvement Laudato Si'**, Laura Morosini au 06 58 44 21 34, laura@laudatosimovement.org
Secours Catholique, Sandrine Verdelhan au 06 61 54 10 69, sandrine.verdelhan@secours-catholique.org

En annexe : Détails sur les institutions qui ont annoncé leur désinvestissement (et déclarations pour certaines)